

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) reconnaît que l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ) détient l'expertise en lutte contre le tabagisme.

Le suivi et l'accompagnement offert par le MSSS dans le cadre de ce projet visent principalement à assurer la cohérence gouvernementale et la complémentarité avec les autres projets de la Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.

Personne-ressource

Pour toute question sur cette subvention, nous vous invitons à joindre madame Catherine Dufour, directrice par intérim de la lutte contre le tabagisme, par courriel à catherine.dufour@msss.gouv.qc.ca.

Exigences liées au versement de la subvention

Dans le cadre de ce soutien financier, il est attendu que l'AIDQ :

- Participe à une rencontre avant le début des travaux qui sera initiée par la gestionnaire responsable du dossier, Catherine Dufour, afin de convenir des orientations et attentes générales;
- Achemine à la gestionnaire responsable un plan de travail détaillé décrivant les principales étapes et les échéanciers du projet, en respect des orientations et attentes générales convenues;
- Informe la gestionnaire responsable de l'état d'avancement des travaux, à mi-parcours et à des moments charnières de leur réalisation, et l'avise dans les meilleurs délais de modifications qui affecteraient la ventilation des dépenses prévues, ou encore la nature, l'ampleur ou le rythme de réalisation des travaux convenus;
- Participe aux rencontres de suivi mises en place par la gestionnaire responsable (fréquence à déterminer). Ces dernières seront l'occasion pour l'organisme de présenter l'état d'avancement des travaux (étapes franchies et à venir), évoquer les principaux défis et opportunités et convenir des suites à donner, au besoin;
- Le cas échéant, soumette les outils développés à la gestionnaire responsable avant que ceux-ci soient mis en forme par un graphiste afin de recueillir les commentaires et suggestions du MSSS ou des partenaires impliqués quant au contenu de ces outils. Un délai d'une à deux semaines est à prévoir, selon le cas;

- Accorde au Gouvernement du Québec une visibilité équivalant à celle accordée à tout autre partenaire de même niveau;
- Fait connaître la contribution gouvernementale par différents moyens. Ces moyens sont à convenir avec la gestionnaire responsable selon le plan de travail prévu et afin de respecter les exigences propres aux moyens retenus. À titre d'exemples de moyens visant à faire connaître cette contribution gouvernementale :
 - La signature gouvernementale pourrait être appliquée sur les outils de communication conformément aux exigences du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (PIV), selon la procédure décrite à l'adresse suivante : www.piv.gouv.qc.ca;

Spécifications : une seule signature peut être apposée sur les outils de communication. L'utilisation de la signature gouvernementale est privilégiée en tout temps, et ce, qu'il y ait un ou plusieurs partenaires financiers du Gouvernement du Québec. Elle doit être utilisée dans tous les événements réalisés au Québec, incluant ceux qui s'adressent à un public international, ainsi que dans les événements organisés à l'étranger par le Gouvernement du Québec;

Le cas échéant, les outils développés sont soumis à la gestionnaire responsable pour validation auprès de la Direction des communications du Ministère avant leur diffusion. Un délai d'approbation de deux semaines est à prévoir;

- Une offre pourrait être formulée à un représentant du gouvernement du Québec quant à la possibilité d'annoncer l'aide financière accordée dans le cadre d'un communiqué de presse ou d'une annonce publique (ex. : conférence de presse);
 - La participation du gouvernement du Québec pourrait être mentionnée lors de l'annonce publique de l'aide financière par l'organisme;
 - Lorsque possible, l'apport financier du gouvernement du Québec est rendu visible sur tout affichage permanent;
 - La participation du Gouvernement du Québec pourrait être mentionnée dans les communications relatives au bilan de l'organisme, du projet ou d'événements associés.
- Achemine à catherine.dufour@msss.gouv.qc.ca, deux rapports distincts au plus tard le 15 juin 2025 : un rapport détaillé des activités réalisées ainsi

qu'un rapport budgétaire détaillé des revenus et des dépenses relatives à cette initiative. Le deuxième et dernier versement de 105 300 \$ est conditionnel à la réception et à l'acceptation par le MSSS de ces deux documents.

Il est également attendu que l'organisme dépose ses états financiers vérifiés pour l'exercice financier 2024-2025.

Utilisation des médias sociaux

De plus, dans la foulée de l'annulation des placements publicitaires payants du gouvernement du Québec sur Facebook et Instagram, il est recommandé de se conformer à cette décision gouvernementale, soit de cesser les placements publicitaires sur les plateformes de Meta et de définir d'autres moyens de diffusion. Il ne s'agit toutefois pas d'une obligation. Toutefois, si une diffusion commanditée sur les plateformes de Meta est tout de même envisagée, il est demandé de retirer la signature gouvernementale des publicités.

Nouvelle demande de financement

Toute nouvelle demande de financement pour l'année financière 2025-2026 devra être transmise au plus tard le 28 février 2025 et contenir minimalement les informations suivantes :

- Description de la problématique à laquelle le projet s'adresse;
- Objectifs du projet;
- Population ou territoires visés;
- Grandes étapes de réalisation;
- Échéancier;
- Livrables proposés (ex. : production d'un guide, élaboration d'une formation, etc.);
- Prévisions budgétaires (si d'autres sources de financement sont prévues pour ce projet, le préciser).